

5. Au 31 décembre de chacune des années 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966 et 1967, combien de membres du personnel du ministère du Commerce s'occupaient de tous les services d'administration du personnel?

6. Au 31 décembre 1968, combien de membres du personnel du ministère de l'Industrie et du Commerce s'occupaient de tous les services d'administration du personnel?

7. Au 31 décembre de chacune des années qui vont de 1957 à 1968 inclusivement, combien de personnes étaient employées par le Conseil du Trésor de chacune des classes suivantes: professionnelle, administrative, des écritures et de la sténographie?

8. Au 31 décembre de chacune des années qui vont de 1957 à 1968 inclusivement, combien de personnes étaient employées au Cabinet du premier ministre dans chacune des classes suivantes: professionnelle, administrative, des écritures et de la sténographie?

9. Au 31 décembre de chacune des années qui vont de 1957 à 1968 inclusivement, combien de personnes étaient employées dans les services du Conseil privé de chacune des classes suivantes: professionnelle, administrative, des écritures et de la sténographie?

10. Pendant chacune des années qui vont de 1961 à 1968 inclusivement, quels montants ont été payés à titre de traitements, frais de voyage, allocations fixes, honoraires d'experts-conseils ou dépenses de ce genre, et à combien estime-t-on les montants qui seront payés à cet égard?

(Le document est déposé.)

LA VALEUR NUTRITIVE DE LA FARINE DE POISSON

Question n° 1618—M. Cartier:

1. Le gouvernement est-il à étudier la valeur nutritive de la farine de poisson et la possibilité d'utiliser cette farine à l'égard des programmes d'aide alimentaire à l'étranger?

2. Les producteurs canadiens connaissent-ils les exigences internationales quant aux éléments nutritifs contenus dans la farine de poisson ou dans tout autre produit traité de la pêche et satisfait-on à ces exigences?

3. Au cours de l'année civile 1968, quelle quantité de poisson traité, congelé ou de farine de poisson a-t-on envoyée à l'étranger aux termes des programmes canadiens d'aide extérieure?

4. Quelle quantité de poisson et de produits de pêche prévoit-on envoyer a) sous forme de farine, b) sous d'autres formes, aux termes des programmes d'aide extérieure au cours de l'année civile 1969?

(Le document est déposé.)

LES CONSEILLERS EN BILINGUISME AUPRÈS DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

Question n° 1713—M. Fortin:

1. Quelles sociétés de la Couronne dites de mandataire ont actuellement à leur emploi des conseillers en bilinguisme?

2. Parmi les sociétés mentionnées dans la réponse au n° 1, lesquelles ont un conseiller en bilinguisme, a) de langue maternelle française, b) de langue maternelle anglaise, c) d'une autre langue maternelle, d) bilingue?

[M. Downey.]

3. Quels sont l'âge et le niveau d'instruction des conseillers en bilinguisme dans chacune de ces sociétés?

4. Quel est le niveau du poste dans la structure de chaque société et à quel niveau a-t-on nommé le titulaire du poste dans chacune de ces sociétés?

(Le document est déposé.)

LES FONCTIONNAIRES BÉNÉFICIAIRES DU SUPPLÉMENT AU BILINGUISME

Question n° 1912—M. Korchinski:

1. Combien de fonctionnaires de chaque ministère touchent un supplément de traitement de 7 p. 100 parce qu'ils sont bilingues?

2. Combien y a-t-il de fonctionnaires dans chaque province?

3. Combien de fonctionnaires touchent la prime au bilinguisme dans chaque province?

(Le document est déposé.)

LA FORMATION POUR LES ADULTES—LE NOMBRE D'OUVRIERS SUBVENTIONNÉS

Question n° 2015—M. Godin:

1. Dans les cadres de formation pour les adultes, combien d'ouvriers ont reçu des subsides des bureaux du Québec du ministère de la Main-d'œuvre et de l'immigration?

2. Quel est leur nombre pour chacun des métiers enseignés?

(Le document est déposé.)

LES FRAIS DE DÉMÉNAGEMENT DES MEMBRES DES FORCES ARMÉES

Question n° 2145—M. Corbin:

1. Quels sont les frais de déménagement et les allocations journalières qui sont versés par les forces canadiennes pour les membres de celles-ci et leurs familles ou qui leur sont versés directement au cours d'une période de transfert d'une base à l'autre, a) au Canada, b) hors du Canada?

2. Est-ce que le montant total qui est versé varie d'un grade à l'autre et, dans l'affirmative, quels sont les montants minimum et maximum versés pour a) un soldat, b) un capitaine, c) un lieutenant, d) un général?

3. Quel est le montant maximum payable à un membre célibataire des forces armées, à un membre marié avec a) une personne à charge, b) deux personnes à charge, c) trois personnes à charge, d) quatre personnes à charge?

4. Les repas et le logement sont-ils payés et, dans l'affirmative, a) pour combien de temps, b) quel est le montant maximum de l'allocation journalière, c) qui paie le déménagement des meubles et objets personnels?

(Le document est déposé.)

LES APPELS AU CONSEIL ARBITRAL DE LA COMMISSION D'ASSURANCE-CHÔMAGE

Question n° 2197—M. Dionne:

1. Quel a été le nombre d'appels au conseil arbitral de la part des réclamants aux différents bu-